

QUEL CANDIDAT A LA PRESIDENTIELLE PORTE LE PROJET LE PLUS PROCHE DE DROITELIB' ?

Gris : aucune proposition

Rouge : proposition contraire à DL

Vert : proposition en accord avec DL

Orange : proposition parcellaire ou hybride



B.HAMON



E.MACRON



F.FILLON



M.LE PEN

PROPOSITIONS – LES MESURES FONDAMENTALES

ECONOMIE

DL	BH	EM	FF	MLP
<p>Baisser massivement les charges qui pèsent sur le travail et simplifier les mécanismes</p>	<p>Le relèvement des prélèvements obligatoires est inévitable. Le niveau des prélèvements augmentera mais principalement et quasiment exclusivement sur les plus hauts revenus</p>	<p>Nous réduirons le coût du travail. Nous aiderons les entreprises à embaucher en baissant les cotisations sociales employeurs de 6 points en remplacement du CICE, et jusqu'à 10 points au niveau du SMIC : les employeurs économiseront près de 1800€ par an et par salarié au SMIC, 2200€ par an pour un salarié payé 3000€ bruts par mois.</p>	<p>Renforcer les allègements existants par un nouvel allègement de charges sociales et d'impôts de production, de 25 Mds€, portant sur tous les salaires, pour redonner un souffle à l'économie. Cet allègement montera progressivement en charge jusqu'en 2020. Transformer le CICE qui est un crédit d'impôt complexe, en baisse des charges patronales pour un montant équivalent, durable et lisible.</p>	<p>Abaisser les charges sociales des TPE-PME de façon lisible et significative en fusionnant l'ensemble des dispositifs d'allègement des charges sociales de manière dégressive (le CICE sera transformé en allègement de charges et entrera dans le dispositif). Cet allègement de charges sera conditionné au maintien de l'emploi.</p>

DL	BH	EM	FF	MLP
Réduire le taux d'impôt sur les sociétés au niveau moyen européen (soit 23%)	Refonder l'impôt sur les sociétés en fonction de la part de bénéfice réinvestis	Le taux de l'impôt sur les sociétés passerait de 33,3% à 25%, la moyenne européenne.	Alléger l'impôt sur les sociétés (suppression des contributions additionnelles en 2018 et diminution progressive du taux d'IS jusqu'à atteindre un taux de 25%)	Maintien au taux actuel
Supprimer les 35h en laissant la liberté à chaque entreprise de négocier son temps de travail	Nous remplacerons la loi travail par une nouvelle loi, qui, en concertation avec les partenaires sociaux, encouragera la poursuite de la réduction collective du temps de travail sur la base du volontariat et par la négociation, renforcera le compte pénibilité et le compte personnel d'activité, confortera le droit à la déconnexion, rétablira le principe de faveur.	Les principes fondamentaux (durée légale du temps de travail, égalité professionnelle, salaire minimum...) resteront dans la loi.	Mettre fin à la durée légale du travail à 35 heures et laisser chaque entreprise décider de son temps de travail par la négociation et la signature d'accords collectifs. Une durée de référence de 39 heures sera introduite pour le cas particulier des entreprises sans dispositions conventionnelles sur le temps de travail (nouvelle entreprise par exemple).	Maintenir la durée légale hebdomadaire du travail à 35 heures
Augmenter progressivement l'âge de départ à la retraite à 65 ans	L'âge légal de la retraite sera maintenu à 62 ans	Nous ne toucherons pas à l'âge de départ à la retraite, ni au niveau des pensions.	Faire passer progressivement l'âge légal à 65 ans. Le dispositif de départ pour carrières longues sera étendu pour permettre aux personnes ayant commencé à travailler jeunes de prendre leur retraite dès 63 ans. L'âge maximal du taux plein sera maintenu à 67 ans.	Fixer l'âge légal de la retraite à 60 ans avec 40 annuités de cotisations pour percevoir une retraite pleine.

DL	BH	EM	FF	MLP
<p>Restaurer l'équilibre de l'assurance chômage. Mettre en place la dégressivité des indemnités chômage</p>	<p>Proposition absente</p>	<p>Nous ouvrirons les droits à l'assurance-chômage aux salariés qui démissionnent. Ce droit ne sera utilisable qu'une fois tous les cinq ans. En contrepartie, l'insuffisance des efforts de recherche d'emploi ou le refus d'offres raisonnables entraîneront la suspension des allocations.</p>	<p>Encourager la reprise d'activité, en réformant les règles du régime d'assurance chômage, notamment via l'introduction d'une dégressivité dans l'attribution des allocations. Responsabiliser les demandeurs d'emplois en rendant obligatoire la motivation d'un refus d'emploi et en sanctionnant un deuxième refus insuffisamment motivé.</p>	<p>Proposition absente</p>
<p>Placer la négociation et le dialogue social au cœur de l'entreprise et doubler les seuils sociaux</p>	<p>Je m'appuierai sur un dialogue social renforcé, impliquant, à tous les niveaux, tous les acteurs.</p>	<p>Nous redéfinirons le dialogue social. Les principes fondamentaux (durée légale du temps de travail, égalité professionnelle, salaire minimum...) resteront dans la loi. Mais, par exemple, les horaires effectifs ou l'organisation du travail seront négociés au plus près du terrain. Ils seront définis par accord majoritaire ou par référendum d'entreprise sur la base d'un accord. Nous simplifierons les instances de représentation du personnel pour un dialogue social plus efficace.</p>	<p>L'accord collectif majoritaire s'imposera au contrat de travail. Les accords devront être « gagnant-gagnant » : aucun accord ne pourra se traduire par une réduction salariale, par rapport à la situation actuelle. Rendre possible le recours au référendum d'entreprise à l'initiative du chef d'entreprise. Instituer la liberté de candidature au premier tour des élections professionnelles, dans le cadre d'une rénovation de notre système de négociation collective. Doublement des seuils sociaux (de 10 à 20 et de 50 à 100).</p>	<p>Pour favoriser l'embauche, réduire le nombre des obligations administratives liées au seuil social de 50 salariés et fusionner les institutions représentatives du personnel entre 50 et 300 salariés (hors représentation syndicale) en une structure unique conservant les mêmes compétences</p>

			<p>Prévoir, dans les entreprises, une instance unique pour la représentation du personnel. Cette instance regroupera les actuels Délégués du Personnel, Comité d'Entreprise et Comité Hygiène, Sécurité et Conditions de Travail (CHSCT). Ses prérogatives et ses moyens seront croissants en fonction de l'effectif de l'entreprise. Par accord collectif, les entreprises qui le souhaitent pourront conserver des instances distinctes</p>	
<p>Simplifier les contrats de travail et les contraintes administratives, plafonner les indemnités prud'homales, revaloriser la prise de risque et venir en soutien à ceux qui créent l'emploi (agriculteurs, indépendants, entrepreneurs...)</p>	<p>Proposition absente</p>	<p>Nous simplifierons la vie des entrepreneurs. Nous réduirons leurs charges et supprimerons le Régime Social des Indépendants (RSI) qui ne fonctionne pas. Nous doublerons les plafonds pour pouvoir bénéficier du régime fiscal de la microentreprise. Nous mettrons fin à toute forme de concurrence déloyale en permettant chaque année à tous les artisans et commerçants d'opter ou non, selon leurs besoins, pour le régime fiscal de la microentreprise.</p>	<p>Faciliter les recrutements dans les petites entreprises à travers une rénovation du contrat de travail (contrat de mission pour une durée limitée, contrat à causes de rupture prédéfinies...).</p> <p>Clarifier les règles du licenciement économique et plafonner les indemnités prud'homales.</p> <p>Supprimer le RSI</p>	<p>Alléger la complexité administrative et fiscale pesant sur les TPE-PME : guichet unique dédié (social, fiscal et administratif), généralisation du « titre emploi service entreprise » aux TPE, remplacement du compte pénibilité</p> <p>Créer un bouclier social pour les indépendants en leur proposant le choix de s'affilier au régime général ou de conserver la spécificité de leur régime après une refonte totale du RSI qui fonctionnera sur la base de l'auto-déclaration trimestrielle des revenus.</p>

DL	BH	EM	FF	MLP
Ouvrir la représentation syndicale à tous les salariés	Je conforterai la démocratie sociale et maintiendrai le paritarisme.	Proposition absente	Instituer la liberté de candidature au premier tour des élections professionnelles, dans le cadre d'une rénovation de notre système de négociation collective.	Proposition absente
Supprimer le compte pénibilité	Pour que chacun puisse bénéficier d'une même durée de retraite en bonne santé, je maintiendrai et j'étendrai les comptes pénibilité, qui permettent à ceux qui ont eu les carrières les plus difficiles de partir plus tôt.	Laisser aux entreprises le soin de négocier les modalités du compte pénibilité	Abroger le compte pénibilité inapplicable car trop complexe. Traiter la pénibilité par l'amélioration des conditions de travail, une politique de prévention plus ambitieuse et une prise en compte de la situation réelle des salariés notamment à travers un examen médical individuel, permettant une meilleure reconnaissance de l'incapacité au travail et de l'inaptitude.	Remplacement du compte pénibilité, inapplicable dans sa forme actuelle, par un nouveau dispositif reposant sur une évaluation personnalisée grâce à une médecine du travail qui sera reconstituée. La pénibilité constatée sera compensée par une majoration des annuités de retraite.
Supprimer l'ISF	Maintenir l'ISF	Transformer l'ISF en impôt sur la fortune immobilière	Supprimer l'ISF et instaurer un prélèvement fiscal libérateur à 30%	Maintenir l'ISF

REGALIEN

DL	BH	EM	FF	MLP
<p>Renforcer le budget de fonctionnement de la justice, de la police et de nos armées</p>	<p>Je veux des moyens renforcés et mieux répartis pour la gendarmerie et la police. Je remplacerai tous les départs en retraite et je créerai 5 000 postes supplémentaires.</p> <p>Je ferai préparer pour l'automne 2017 une loi de programmation en matière de défense qui prévoira des moyens pour la défense nationale à hauteur d'au moins de 2 % DU PIB à la fin du quinquennat.</p>	<p>Nous recruterons 10 000 policiers et gendarmes supplémentaires.</p> <p>Nous augmenterons les moyens de nos armées.</p> <p>Nous mobiliserons 2% du PIB qui serviront à renouveler les avions ravitailleurs, à moderniser les blindés de l'armée de terre, ainsi que la flotte de surface de notre marine nationale.</p> <p>Nous agirons avec nos partenaires européens pour créer une force de 5000 garde-frontières européens.</p>	<p>Recruter 5 000 agents des forces de l'ordre et redéployer sur le terrain 5 000 policiers ou gendarmes occupés à des tâches administratives, soit un total de 10 000 agents supplémentaires au service de notre sécurité.</p> <p>Renforcer les moyens consacrés à la sécurité par une loi de programmation et de modernisation qui définira les investissements, les effectifs et les équipements pour l'ensemble sécurité-justice.</p> <p>Renforcer les moyens humains (300 postes) et le budget de fonctionnement de la Justice à raison d'une augmentation d'1,5 Mds€ d'ici la fin du quinquennat et accompagner le développement d'une informatique alliant qualité et sécurité en matière de gestion et de communication avec les justiciables sur l'ensemble du territoire.</p>	<p>Augmenter dès la première année du mandat le budget de la Défense à 2 % du PIB puis tendre vers 3 % à l'horizon de la fin du quinquennat.</p> <p>Recentrer la police et la gendarmerie sur leur mission de sécurité publique en les libérant des tâches indues et administratives.</p> <p>Réarmer massivement les forces de l'ordre : en personnels (plan de recrutement de 15 000 policiers et gendarmes), en matériels (modernisation des équipements, des commissariats et des casernes, adaptation des armements aux nouvelles menaces), mais aussi moralement et juridiquement (notamment par la présomption de légitime défense).</p> <p>Garantir le statut militaire des gendarmes.</p> <p>Recentrer la police et la gendarmerie sur leur mission de sécurité publique en les libérant des tâches indues et administratives</p>

DL	BH	EM	FF	MLP
<p>Revoir la fixation des peines et leur application</p>	<p>Pour les peines de moins de six mois, les alternatives prévues par la loi Taubira, qui préviennent mieux contre la récidive et préparent plus efficacement la réinsertion, seront maintenues</p>	<p>Toute peine prononcée sera exécutée</p>	<p>Rétablir les peines planchers en cas de récidive et fixer des peines minimales pour les crimes et délits les plus graves. La libération conditionnelle ne pourra plus intervenir qu'aux trois quarts de l'exécution de la peine et l'automatisme de sa réduction sera supprimée. L'aménagement sera limité aux peines inférieures à un an.</p>	<p>Appliquer la tolérance zéro et en finir avec le laxisme judiciaire par l'abrogation des lois pénales laxistes (comme la loi Taubira), le rétablissement des peines planchers et la suppression des remises de peine automatiques.</p>
<p>Assurer une meilleure coopération diplomatique et militaire européenne</p>	<p>Pour développer la coopération militaire et diplomatique, je ferai en sorte que notre action militaire et nos sanctions soient largement appuyées par les partenaires européens et régionaux concernés. Au-delà des interventions, notre diplomatie déploiera une action politique et civile déterminée et efficace.</p>	<p>Nous construirons une Europe qui nous protège. Nous proposerons avec l'Otan une Europe de la défense associant les pays volontaires, en créant un Fonds européen de défense qui financera des équipements militaires communs (comme les drones européens) et un Quartier Général européen permanent.</p>	<p>Maintenir une coopération étroite avec le Royaume-Uni et mutualiser avec nos partenaires européens et en priorité avec l'Otan le financement des opérations extérieures.</p>	<p>Quitter le commandement militaire intégré de l'OTAN pour que la France ne soit pas entraînée dans des guerres qui ne sont pas les siennes.</p> <p>Assurer une capacité de Défense autonome dans tous les domaines.</p>

DL	BH	EM	FF	MLP
<p>Fixer des quotas annuels d'immigration</p>	<p>La France doit faire plus pour accueillir les migrants. Une politique d'immigration généreuse</p>	<p>Nous renforcerons le corps de police des frontières européen, en lui donnant une capacité de surveillance et de protection durables des frontières extérieures. Il faut fixer une ambition de 5 000 hommes mobilisables par la nouvelle Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes.</p> <p>Nous développerons des accords globaux avec les principaux pays de départ et de transit des migrants, fondés sur une aide au développement, l'installation de points de contrôle dans ces pays avant l'arrivée dans l'UE, l'aide à la lutte contre les passeurs et le retour des migrants non autorisés à entrer dans l'UE.</p>	<p>Inscrire dans la Constitution le principe de quotas fixés par la loi, plafonnant le nombre de titres de séjour pouvant être délivrés chaque année au titre de l'immigration professionnelle et familiale, en fonction des capacités d'accueil de la France et des capacités d'intégration des demandeurs.</p>	<p>Réduire l'immigration légale à un solde annuel de 10 000. Mettre fin à l'automatisme du regroupement et du rapprochement familial ainsi qu'à l'acquisition automatique de la nationalité française par mariage. Supprimer les pompes aspirantes de l'immigration.</p>
<p>Autoriser l'armement de la Police municipale (à la discrétion des Maires) et la légitime défense pour les forces de l'ordre</p>	<p>Proposition absente</p>	<p>Proposition absente</p>	<p>Poursuivre l'armement de la police municipale</p>	<p>Réarmer les forces de l'ordre : en personnels (recrutement de 15000 policiers et gendarmes), en matériels (modernisation des équipements, des commissariats et des casernes, armements adaptés aux nouvelles menaces), et juridiquement (par la présomption de légitime défense). Garantir le statut militaire des gendarmes.</p>

DL	BH	EM	FF	MLP
<p>Construire de nouvelles structures carcérales adaptées notamment pour éviter la radicalisation</p>	<p>Pour mieux préparer à la réinsertion, un effort sera fait pour la dignité dans les prisons.</p>	<p>Nous construirons 15 000 nouvelles places de prison.</p>	<p>Créer 16 000 places de prison en séparant les primo délinquants des autres détenus.</p>	<p>Créer 40 000 places supplémentaires de prison en 5 ans.</p>
<p>EDUCATION</p>				
<p>Renforcer l'apprentissage des fondamentaux et notamment la maîtrise du français en Primaire</p>	<p>Proposition absente</p>	<p>Nous donnerons la priorité à l'école primaire pour que tous les élèves sachent lire, écrire et compter en arrivant en 6e.</p> <p>Nous donnerons plus d'autonomie aux équipes éducatives. Elles seront suivies et évaluées. La formation des enseignants sera adaptée à ce nouveau cadre</p>	<p>Repenser le modèle de l'agence pour l'enseignement français à l'étranger en distinguant le fonctionnement, l'investissement, la pédagogie, en clarifiant les statuts des personnels et en accordant une plus grande autonomie aux chefs d'établissement afin qu'ils puissent s'adapter à la réalité du terrain et aux besoins locaux.</p> <p>Généraliser l'apprentissage dans l'enseignement professionnel, en développant des sections d'apprentissage dans les lycées professionnels, en organisant des jumelages entre CFA et lycées professionnels, en décloisonnant les parcours des jeunes et en permettant des réorientations.</p>	<p>Défendre la langue française. Abroger notamment les dispositions de la loi Fioraso qui permettent de restreindre l'enseignement en français dans les universités.</p> <p>Rétablir l'égalité réelle et la méritocratie en refusant le principe de « discrimination positive ».</p>

DL	BH	EM	FF	MLP
<p align="center">Faire de l'enseignement professionnel une voie d'excellence</p>	<p align="center">Je défendrai les lycées professionnels pour qu'ils deviennent des voies d'excellence. J'y favoriserai les possibilités de poursuites d'études.</p>	<p>Nous ferons un effort massif pour l'apprentissage. Nous développerons les périodes de préapprentissage et les filières en alternance dans tous les lycées professionnels. Des licences professionnelles seront préparées sur trois ans et en alternance. Nous ferons converger les contrats existants et impliquerons pleinement les branches professionnelles dans la définition des programmes et l'organisation des formations.</p>	<p>Généraliser progressivement l'apprentissage dans l'enseignement professionnel, en développant rapidement des sections d'apprentissage dans les lycées professionnels, en organisant des jumelages entre CFA et lycées professionnels, en décloisonnant les parcours des jeunes et en permettant des réorientations</p>	<p>Revaloriser le travail manuel par l'établissement de filières professionnelles d'excellence (suppression progressive du collège unique, autorisation de l'apprentissage à partir de 14 ans). Développer des lycées professionnels ou technologiques de la seconde chance sur tout le territoire pour les élèves sortis du système scolaire sans diplôme.</p>
<p align="center">Redonner le pouvoir au chef d'établissement, y compris sur la capacité à organiser le parcours pédagogique en fonction du niveau des élèves</p>	<p align="center">Proposition absente</p>	<p>Les chefs d'établissements et leurs équipes auront davantage de liberté dans l'élaboration de leur projet pédagogique, en contrepartie d'une responsabilisation accrue et d'une évaluation plus régulière.</p> <p>Nous renforcerons l'autonomie des universités. Elles pourront recruter leurs enseignants et définir leurs formations. Nous ouvrirons 80 000 places dans les filières professionnalisantes.</p>	<p>Confier la gestion des centres de formation des apprentis (CFA) et des lycées professionnels aux régions, en association avec les branches. Les chefs d'établissement devront disposer d'une autonomie d'action et de moyens dans le cadre d'objectifs fixés annuellement.</p> <p>Confier progressivement aux chefs d'établissement du second degré la possibilité de recruter les professeurs et personnels de l'établissement.</p>	<p align="center">Rétablir l'autorité et le respect du maître et instaurer le port d'un uniforme à l'école.</p>

DL	BH	EM	FF	MLP
<p align="center">Faire de la scolarisation des enfants handicapés et des enfants autistes dans toutes les écoles une grande cause nationale</p>	<p>Assurer une meilleure prise en charge de l'autisme, via un quatrième plan autisme d'un budget de 180 millions d'euros sur 2017-2022</p>	<p>Accroître la participation des personnes en situation de handicap à la vie sociale.</p> <p>Faciliter la scolarisation des enfants handicapés</p>	<p>Mettre en œuvre un 4ème «plan autisme», ambitieux, adapté aux nouveaux défis à relever notamment pour les adultes. Imposer les recommandations de la Haute Autorité de Santé pour la prise en charge de l'autisme aux centres médico-psychologiques, aux centres de ressources autisme, et à l'ensemble des établissements sanitaires et médico-sociaux qui accueillent des personnes autistes.</p>	<p>Revaloriser l'Allocation aux Adultes Handicapés (AAH), donner plus de moyens aux Maisons Départementales des Personnes Handicapées (MDPH) et développer une prise en charge digne de l'autisme et des troubles du spectre autistique. La puissance publique se doit d'apporter une aide accrue aux personnes en situation de handicap, ainsi qu'à leur famille.</p>
<p align="center">EUROPE et CULTURE</p>				
<p>Dessiner une Europe de la culture, en portant notamment le projet d'un Erasmus culturel</p>	<p>Proposition absente</p>	<p>Lancer un Erasmus des professionnels de la culture pour favoriser la circulation des artistes, des commissaires d'exposition et des conservateurs.</p>	<p>Proposition absente</p>	<p>Proposition absente</p>

DL	BH	EM	FF	MLP
<p align="center">Proposer une alternative, une nouvelle organisation de l'Europe et un nouveau chapitre de l'histoire européenne en mettant fin à l'élargissement de l'Union</p>	<p>Je proposerai aux États membres de la zone euro un traité de démocratisation de gouvernance de la zone euro qui prévoira la mise en place d'une assemblée démocratique représentative et qui sera l'émanation des Parlements nationaux et du Parlement européen.</p>	<p>Nous proposerons à nos partenaires de lancer dans toute l'Union européenne des conventions démocratiques dès la fin 2017.</p> <p>Nous mettrons en place des listes européennes pour élire les 73 eurodéputés correspondant aux sièges britanniques au Parlement européen. Si le calendrier des négociations du Brexit le permet, ce changement pourra avoir lieu dès les élections européennes de juin 2019.</p>	<p>En finir avec les élargissements permanents de l'Union européenne. Il est urgent de définir ses frontières. La Turquie n'a pas sa place dans l'UE. Il faut élaborer avec ce grand pays les bases d'un partenariat renouvelé, fondé sur des objectifs partagés : coopération contre le terrorisme, union douanière, grands projets dans le domaine de l'énergie et des transports.</p>	<p>Retrouver notre liberté et la maîtrise de notre destin en restituant au peuple français sa souveraineté (monétaire, législative, territoriale, économique). Pour cela, une négociation sera engagée avec nos partenaires européens suivie d'un référendum sur notre appartenance à l'Union européenne. L'objectif est de parvenir à un projet européen respectueux de l'indépendance de la France, des souverainetés nationales et qui serve les intérêts des peuples.</p>
<p align="center">Redéfinir les périmètres des compétences de l'Union et appliquer le principe de subsidiarité pour enrayer l'afflux de normes et de lois édictées par les institutions européennes et redonner la main aux Etats</p>	<p align="center">Proposition absente</p>	<p>Proposition à nos partenaires de renforcer le corps de police des frontières européennes, en lui donnant une capacité de surveillance et de protection des frontières extérieures. L'objectif de 5 000 hommes mobilisables par la nouvelle Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes.</p> <p>Développement d'accords globaux avec les principaux pays de départ et de transit des migrants, fondés sur une aide au développement, l'installation de points de contrôle avant l'arrivée dans l'UE, l'aide à la lutte contre</p>	<p>S'assurer de la mise en place et de l'efficacité des contrôles systématiques aux frontières extérieures et doter Frontex d'un budget permettant au corps européen de garde-frontières d'être opérationnel au plus vite.</p> <p>Réformer en profondeur les accords de Schengen : expulser systématiquement de l'espace Schengen tout étranger reconnu coupable d'un crime ou d'un délit et en interdire l'accès à tout étranger condamné pénalement ou ayant participé à une entreprise terroriste.</p>	<p>Retrouver notre liberté et la maîtrise de notre destin en restituant au peuple français sa souveraineté (monétaire, législative, territoriale, économique). Pour cela, une négociation sera engagée avec nos partenaires européens suivie d'un référendum sur notre appartenance à l'Union européenne. L'objectif est de parvenir à un projet européen respectueux de l'indépendance de la France, des souverainetés nationales et qui serve les intérêts des peuples.</p>

		<p>les passeurs et le retour des migrants non autorisés à entrer dans l'UE. Le respect de ces engagements sera vérifié lors d'une conférence annuelle et conditionnera le niveau de l'aide au développement.</p>		
<p>Consolider l'union économique et monétaire entre les économies de la zone, notamment en matière de fiscalité, de lutte contre l'évasion fiscale et d'investissements communs dans l'innovation</p>	<p>Proposition absente</p>	<p>Nous proposerons de créer un budget pour la zone euro avec 3 fonctions (investissements d'avenir, assistance financière d'urgence et réponse aux crises économiques). L'accès à ce budget sera conditionné au respect de règles communes en matière fiscale et sociale (pour éviter le dumping au sein de la zone euro).</p> <p>Nous proposerons de créer un poste de ministre de l'Economie et des Finances de la zone euro, qui aura la responsabilité du budget de la zone euro, sous le contrôle d'un Parlement de la zone euro, rassemblant les parlementaires européens des Etats membres.</p>	<p>Doter la zone Euro d'un directoire politique, composé de chefs de gouvernement se réunissant tous les trois mois. En parallèle, créer un Secrétariat Général de la zone Euro - complètement autonome de la Commission européenne - qui assurera le suivi et la gestion de la zone économique.</p>	<p>Retrouver notre liberté et la maîtrise de notre destin en restituant au peuple français sa souveraineté (monétaire, législative, territoriale, économique). Pour cela, une négociation sera engagée avec nos partenaires européens suivie d'un référendum sur notre appartenance à l'Union européenne. L'objectif est de parvenir à un projet européen respectueux de l'indépendance de la France, des souverainetés nationales et qui serve les intérêts des peuples.</p>

FONCTIONS PUBLIQUES et REFORME de l'ETAT				
DL	BH	EM	FF	MLP
Rapprocher privé et public en fixant à 2 jours le nombre de jours de carence dans le public	Proposition absente	Réinstaurer le jour de carence	Instituer 2 jours de carence dans la fonction publique	Dans un souci d'égalité, établir à deux jours le délai de carence dans le public et le privé pour le paiement des indemnités journalières d'assurance maladie.
Supprimer les régimes spéciaux de retraite pour les nouveaux personnels	Proposition absente	Les règles de base seront les mêmes pour tous, mais les taux de cotisation ou les conditions d'âge pourront différer, en raison notamment des caractéristiques des métiers.	Poursuivre l'harmonisation des règles entre les régimes publics et privés. S'agissant des régimes spéciaux d'entreprises, les nouveaux entrants seront affiliés au régime général.	Proposition absente
Faire du numérique l'outil de transformation de l'Etat, des collectivités et de notre souveraineté future	Nous ferons de la France un pays en pointe sur le numérique, en développant l'accès au très haut débit fixe et mobile sur l'ensemble du territoire. J'assurerai la transition numérique des organisations et l'appropriation des usages numériques par tous (la médiation numérique, le numérique éducatif et la montée en compétences des actifs). Par l'usage du numérique, je faciliterai l'entrée dans la démocratie 4.0 par la	D'ici 2022, 100% des démarches administratives pourront être effectuées depuis Internet – sauf première délivrance des documents d'identité officiels. Par exemple, il sera possible pour le citoyen de faire une demande de procuration électorale sans se rendre au commissariat. Nous nous appuierons sur le numérique pour redéfinir l'action publique. Nous agissons pour un marché unique du numérique en Europe, qui	Accélérer la transformation numérique de l'Etat au service des citoyens et des entreprises. Construire une véritable souveraineté numérique européenne. Porter, avec l'Allemagne, l'ambition de plateformes numériques industrielles et sectorielles européennes (voitures autonomes, bâtiments connectés...). Engager un programme d'appels à projets européens pour faire de l'Europe le pôle d'innovation dans le domaine	Proposition absente

	<p>participation citoyenne à l'élaboration de la loi et des politiques publiques, et par la transparence des décisions publiques.</p>	<p>permettra aux entreprises innovantes de disposer des mêmes règles partout dans l'Union européenne.</p> <p>Nous agissons pour la mise en place d'un Fonds européen de financement en capital-risque pour accompagner la croissance des start-up européennes du numérique.</p> <p>Ce fonds devra être doté d'au moins 5 milliards d'euros.</p> <p>Nous renégocierons avec les Etats-Unis le « Privacy Shield », le cadre de protection des données, d'ici 2018, afin de garantir réellement la préservation des données personnelles de tous les Européens.</p> <p>Nous proposerons la mise en place d'une Agence européenne pour la confiance numérique, chargée de réguler les grandes plateformes numériques pour garantir la protection des données personnelles et la loyauté de leur fonctionnement.</p> <p>Nous nous battons, au niveau européen, pour une taxe sur le chiffre d'affaires réalisé dans nos pays pour des prestations de service électronique.</p>	<p>de l'intelligence artificielle et de la blockchain.</p> <p>Assurer la cybersécurité des citoyens, des entreprises et des institutions. Pour cela, modifier le cadre réglementaire européen, d'une part en exigeant que toute activité sensible en Europe soit supportée par des solutions (hardware et software) maîtrisées ; d'autre part en acceptant des dérogations aux règles de la commande publique lorsque notre autonomie stratégique et notre cybersécurité sont en jeu.</p> <p>Imposer et défendre nos valeurs et nos lois en matière de libertés publiques et de gestion des données personnelles. En particulier, renégocier la réglementation européenne sur les "Données Personnelles".</p>	
--	---	---	---	--

ENVIRONNEMENT

DL	BH	EM	FF	MLP
<p>Développer les énergies renouvelables connues et l'effort de R&D dans le secteur des énergies marines renouvelables</p>	<p>Je porterai à 50% la part des énergies renouvelables dans le mix électrique d'ici 2025 en favorisant la production décentralisée et citoyenne d'énergie, avec un objectif de 100 % de l'énergie en 2050.</p>	<p>Nous financerons le développement des énergies renouvelables : d'ici à 2022, nous avons pour objectif de doubler la capacité en éolien et en solaire photovoltaïque.</p> <p>Nous en finirons avec les procédures qui s'empilent, en raccourcissant et en simplifiant les procédures de déploiement des énergies renouvelables.</p>	<p>Créer les conditions favorables au développement de véritables filières industrielles françaises des énergies renouvelables en misant sur les nouvelles technologies et permettre l'autonomie des collectivités d'Outre-Mer.</p>	<p>Développer massivement les filières françaises des énergies renouvelables (solaire, biogaz, bois...) grâce à un protectionnisme intelligent, au patriotisme économique, à l'investissement public et privé et aux commandes d'EDF. Décréter un moratoire immédiat sur l'éolien.</p>
<p>Prolonger la durée de vie du parc de centrales nucléaires existant, couplée au développement d'une filière française de démantèlement</p>	<p>Pour sortir du nucléaire à l'horizon d'une génération (objectif 25 ans), je fermerai les réacteurs en fin de vie durant le quinquennat</p>	<p>Nous réduirons notre dépendance à l'énergie nucléaire, avec l'objectif de 50% d'énergie nucléaire à l'horizon 2025.</p>	<p>Finaliser la restructuration de la filière industrielle nucléaire, moderniser le parc nucléaire pour en prolonger la durée d'exploitation en veillant à une sécurité et une sûreté maximales de nos installations sous le contrôle de l'Autorité de Sûreté Nucléaire et à la rentabilité économique des investissements. Une nouvelle loi de transition énergétique sera adoptée avec de nouveaux objectifs pour notre mix énergétique</p>	<p>Pour maintenir, moderniser et sécuriser la filière nucléaire française, engager le Grand Carénage, et garder le contrôle de l'État sur EDF, en lui redonnant une véritable mission de service public. Refuser la fermeture de la centrale de Fessenheim.</p>

DL	BH	EM	FF	MLP
Réduire la consommation énergétique	Je lancerai un plan d'efficacité et de sobriété énergétique (isolation, transports en commun, véhicules propres). J'inciterai à la réutilisation des matériaux, à l'éco-conception, à des plans zéro déchet et à la sortie programmée de l'incinération.	Nous lancerons un grand Plan d'investissement de 50 milliards d'euros. Ce plan sur 5 ans sera mis au service des qualifications de tous les citoyens, de la transition écologique, de la révolution numérique, de la modernisation des services publics et de la rénovation urbaine. Nous rénoverons 1 million de logements mal isolés d'ici 2022, et en priorité ceux des propriétaires les plus modestes.	Amplifier la politique d'économie d'énergie et rendre ainsi du pouvoir d'achat aux Français, parce que la meilleure énergie est finalement celle que l'on ne consomme pas Lutter contre la précarité énergétique dans le logement. La précarité énergétique, c'est la difficulté de chauffer son logement en raison de la faiblesse de ses ressources. J'agirai pour généraliser la formule du chèque-énergie qui vient remplacer les tarifs sociaux de l'énergie et je poursuivrai les programmes d'aide à la rénovation thermique des logements.	Afin de lutter contre la précarité énergétique et agir directement sur le pouvoir d'achat des Français, faire de l'isolation de l'habitat une priorité budgétaire du quinquennat, parce que l'énergie la moins chère est celle que l'on ne consomme pas.
Rendre les acteurs plus responsables de leurs actes tout en luttant contre le dévoiement du principe de précaution	Proposition absente	Proposition absente	Réécrire le principe de précaution pour favoriser l'innovation responsable.	Interdire l'exploitation du gaz de schiste, tant que des conditions satisfaisantes en matière d'environnement, de sécurité et de santé ne seront pas réunies, et appliquer le principe de précaution en interdisant les OGM.

DL	BH	EM	FF	MLP
<p>Assurer le développement de l'économie circulaire et mener une politique efficace de tri et de recyclage des déchets</p>	<p>Je lancerai un plan d'efficacité et de sobriété énergétique (isolation, transports en commun, véhicules propres). J'inciterai à la réutilisation des matériaux, à l'éco-conception, à des plans zéro déchet et à la sortie programmée de l'incinération.</p>	<p>Faire de l'économie circulaire et du recyclage un nouveau modèle économique.</p>	<p>Encourager les filières du recyclage, aussi bien de déchets que de matériaux et produits qui peuvent avoir plusieurs vies.</p>	<p>Proposition absente</p>
<p>Engager la transformation du secteur des transports vers des mobilités autonomes et vertes</p>	<p>Pour développer les nouvelles mobilités, j'offrirai des alternatives à la voiture individuelle. Je donnerai la priorité à la rénovation et au développement du ferroviaire. Je confierai la gestion de l'écotaxe aux Régions. Je m'opposerai au niveau européen au 4e paquet ferroviaire qui entend intensifier la concurrence. Je refuserai la privatisation des aéroports régionaux.</p>	<p>Nous créerons une prime exceptionnelle de 1000 euros pour permettre à tous ceux dont les véhicules ont été fabriqués avant 2001 d'acheter des voitures plus écologiques, qu'elles soient neuves ou d'occasion. Pour réduire massivement la pollution liée aux particules fines, la fiscalité du diesel sera alignée sur celle de l'essence pendant le quinquennat. Nous pèserons pour renforcer les normes anti-pollution européennes des véhicules neufs et les contrôles en conditions réelles (en tirant les enseignements du scandale Volkswagen), avec pour objectif de long terme de n'avoir plus, en 2040, aucune vente de véhicule thermique.</p>	<p>Développer les véhicules électriques et autonomes du futur.</p>	<p>Proposition absente</p>

PROPOSITIONS - LES IDÉES NEUVES

LIBÉRER

DL	BH	EM	FF	MLP
<p>L'Économie : Mettre fin à l'Etat actionnaire ou sauveur (privatisations) tout en protégeant nos entreprises stratégiques (golden share par exemple)</p>	<p>Je préserverai la part du capital public dans les grandes entreprises publiques et permettrai à l'État d'utiliser la possibilité d'une nationalisation temporaire en cas de nécessité.</p>	<p>« J'ai la vision d'un État actionnaire fort et attaché au respect scrupuleux de la grammaire des affaires. »</p>	<p>« L'Etat ne doit être actionnaire que des entreprises stratégiques »</p>	<p>Pour maintenir, moderniser et sécuriser la filière nucléaire française, engager le Grand Carénage, et garder le contrôle de l'État sur EDF, en lui redonnant une véritable mission de service public. Renationaliser les sociétés d'autoroutes</p>
<p>L'Économie : Faire de la cybercriminalité une grande cause nationale car c'est un risque transversal (lutte contre le terrorisme, contre le piratage des données, contre l'espionnage industriel, contre les déstabilisations économiques)</p>	<p>Pour que le monde numérique tienne ses promesses d'émancipation et de progrès démocratique, je m'emploierai à assurer la protection des intérêts de la nation, en développant nos capacités de cyberdéfense. Je soutiendrai le logiciel libre, qui contribue à notre souveraineté numérique.</p>	<p>Nous confirmerons la cyberdéfense et la cybersécurité comme priorités de notre sécurité nationale.</p>	<p>Assurer la cybersécurité des citoyens, des entreprises et des institutions. Pour cela, modifier le cadre réglementaire européen, d'une part en exigeant que toute activité sensible en Europe soit supportée par des solutions (hardware et software) maîtrisées ; d'autre part en acceptant des dérogations aux règles de la commande publique lorsque notre autonomie stratégique et notre cybersécurité sont en jeu.</p>	<p>Créer une charte à valeur constitutionnelle qui inclura la protection des données personnelles des Français, notamment par une obligation de stockage de ces données sur des serveurs localisés en France.</p>

DL	BH	EM	FF	MLP
L'Économie : Permettre à l'employeur de proposer un contrat de travail à droits progressifs au fil du temps	Proposition absente	Proposition absente	Proposition absente	Proposition absente
L'Économie : Ouvrir la possibilité aux salariés de travailler quand ils le souhaitent, notamment le dimanche	« Elargir le travail le dimanche serait une triple erreur »	« Le travail du dimanche, ça n'est (...) pas une innovation, c'est une réalité ; près de 30 % des Français, de manière régulière ou occasionnelle, travaillent le dimanche ». « Qui serions-nous pour dire à quelqu'un qui souhaite [travailler plus] que c'est impossible ? »	Laisser aux entreprises "la possibilité de négocier avec leur personne avec un droit de regard des maires	Proposition absente
L'Économie : Soutenir la trésorerie des TPE/PME en assurant le respect des délais de paiement dans la commande publique (grâce à la CDC)	Proposition absente	Proposition absente	Proposition absente	Proposition absente

DL	BH	EM	FF	MLP
L'Économie : Assurer un contrôle sur l'inspection du travail pour éviter les abus de pouvoir et les distorsions de positions	Proposition absente	Proposition absente	Proposition absente	Proposition absente
L'Économie : Exclure de la détermination de leurs seuils sociaux les moins de 25 ans	Proposition absente	Proposition absente	Doubler les seuils sociaux (de 10 à 20 et de 50 à 100), pour faciliter l'embauche dans les petites entreprises.	Pour favoriser l'embauche, réduire le nombre des obligations administratives liées au seuil social de 50 salariés
L'Économie : Supprimer les charges sociales et patronales quelle que soit la rémunération pour tous les stages effectués par un jeune jusqu'à sa 20eme année révolue	Proposition absente	Proposition absente	Mettre en place une exonération totale des charges sociales pour l'embauche d'un jeune en alternance, et lancer une grande campagne de promotion de l'alternance	Créer un dispositif « premier emploi » qui exonère totalement de charges la première embauche d'un jeune de moins de 21 ans par une entreprise et ce pour un délai maximum de deux ans.

DL	BH	EM	FF	MLP
Les petits travaux entre particuliers : Autoriser la déclaration de revenus jusqu'à 6.000 euros par an sans charge sociale et fiscale : cours particuliers, travaux de jardinage, service à la personne, transports de personne... (ex : Heetch). Cela permettra le développement de l'économie collaborative, des bonnes actions, de l'entraide	Proposition absente	Proposition absente	Proposition absente	Proposition absente
Le Système social : Mettre en concurrence l'assurance maladie et l'assurance chômage	Proposition absente	Proposition absente	Proposition absente	Proposition absente

DL	BH	EM	FF	MLP
Le Système social : Instaurer une part de capitalisation pour nos retraites	Proposition absente	Proposition absente	« Développement d'une retraite par capitalisation dans laquelle les actifs se constituent des rentes en cotisant pour eux-mêmes, par le biais de la mise en place d'un « étage supplémentaire ».	Proposition absente
Les échanges : Défendre les accords commerciaux et combattre le protectionnisme sous toutes ses formes	« Je suspendrai immédiatement l'application de l'accord de libre-échange avec le Canada, le CETA, afin de protéger nos préférences collectives en matière d'environnement, de santé et de protection sociale. Je veillerai à ce que le TAFTA (le traité de libre-échange avec les Etats-Unis) ne voit pas le jour»	« Nous n'avons pas à être un continent ouvert aux 4 vents : il ne faut pas confondre le protectionnisme avec une nécessaire protection. »	« Je ne considère pas le libre-échange comme étant l'alpha et l'oméga de la pensée économique et politique. L'Europe, comme la France, doit choisir sa stratégie sur le modèle des Etats Unis qui mènent une politique qui préserve leurs intérêts »	« Refuser les traités de libre-échange et application de la préférence nationale »
La parole citoyenne : Inciter la mise en place au niveau local de budgets participatifs sur des grands projets qu'arbitrera un panel représentatif de citoyens	Nous mettrons en place un budget participatif au niveau national.	Nous encouragerons les communes à développer les budgets participatifs, c'est-à-dire à consulter directement les citoyens sur l'utilisation de l'argent public.	Proposition absente	Proposition absente

DL	BH	EM	FF	MLP
La parole citoyenne : Mettre en place le vote obligatoire et la reconnaissance du vote blanc	Je soumettrai à référendum la reconnaissance du vote blanc et l'extension du droit de vote aux étrangers non communautaires pour les élections locales, qui existe déjà pour les ressortissants européens	Proposition absente	Proposition absente	Proposition absente
La parole citoyenne : Mettre en place le vote électronique	Par l'usage du numérique, je faciliterai l'entrée dans la démocratie 4.0 par la participation citoyenne à l'élaboration de la loi et des politiques publiques, et par la transparence des décisions publiques.	Généraliser le vote électronique d'ici 2022.	Généraliser le vote électronique pour chaque consultation.	Proposition absente
Les collectivités territoriales : Instaurer une réelle autonomie fiscale des collectivités territoriales	Proposition absente	Proposition absente	Proposition absente	Proposition absente

DL	BH	EM	FF	MLP
<p>Les collectivités territoriales : Créer des fondations territoriales pour régionaliser le traitement des grandes causes et stimuler le secteur associatif</p>	<p>Proposition absente</p>	<p>Proposition absente</p>	<p>Proposition absente</p>	<p>Proposition absente</p>
<p>L'Individu : Légaliser les maisons closes et dans ce cadre, dépenaliser complètement le client</p>	<p>Proposition absente</p>	<p>Proposition absente</p>	<p>Proposition absente</p>	<p>Proposition absente</p>

ASSURER L'EGALITE ET LA MORALISATION DE LA VIE PUBLIQUE

DL	BH	EM	FF	MLP
<p>Entre les salariés du privé et les fonctionnaires : Redéfinir ce qui relève des missions de l'Etat et ce qui relève de la sphère privée</p>	<p>Je préserverai la part du capital dans les grandes entreprises publiques et permettrai à l'État d'utiliser la possibilité d'une nationalisation temporaire en cas de nécessité.</p>	<p>Nous voulons un État agile, concentré sur les priorités du pays, qui s'adapte à nos besoins et à nos modes de vie.</p> <p>Nous donnerons aux préfets la capacité d'adapter l'organisation des services de l'État aux besoins de chaque région et département.</p>	<p>Mettre en place un dispositif de revue et de réformes, piloté au plus haut niveau de l'Etat, portant sur les missions et l'efficacité de l'ensemble de la sphère publique.</p> <p>Limiter les interventions de la puissance publique après évaluation sans concession de leur impact socioéconomique.</p>	<p>Soutenir l'effort d'investissement en infrastructures, en particulier dans la ruralité (très haut débit, couverture téléphonique, routes...) et renationaliser les sociétés d'autoroutes pour rendre aux Français un patrimoine qu'ils ont financé et dont ils ont été spoliés ; plus généralement, refuser la vente des actifs stratégiques détenus par la puissance publique.</p>
<p>Entre les salariés du privé et les fonctionnaires : Réduire significativement le nombre d'emplois publics en instaurant une vraie politique de RH, en restaurant le bien-être au travail, en développant la méritocratie, ce qui abaissera l'absentéisme</p>	<p>Proposition absente</p>	<p>Nous réduirons le nombre d'agents publics de 120 000 emplois sur la durée du quinquennat. Cela correspondra à un volume de 50 000 postes non-renouvelés dans la fonction publique d'Etat et d'environ 70.000 dans la fonction publique territoriale, où les départs en retraite vont être nombreux dans les années à venir. Les effectifs de la fonction publique hospitalière seront en revanche maintenus.</p>	<p>Remplacer un départ d'agents publics sur deux en moyenne à l'échelle des fonctions publiques, ce qui permettra de réduire de 500 000 le nombre d'emplois publics en 5 ans tout en maintenant un niveau de recrutements significatif sur la période.</p>	<p>Proposition absente</p>

DL	BH	EM	FF	MLP
<p>Les salariés du privé et les fonctionnaires : Favoriser la fluidité entre les carrières de la fonction publique et du privé</p>	<p>Proposition absente</p>	<p>D'ici la fin 2017, les directeurs d'administration centrale et les principaux dirigeants des organismes publics seront nommés ou confirmés au terme d'une procédure transparente, après revue de compétences et entretien. S'ils décident de quitter le service de l'État, les hauts fonctionnaires ne pourront plus, au-delà d'une certaine période, cumuler les rémunérations offertes par le secteur privé et la sécurité procurée par la faculté de retourner à leur guise dans le service public. Avec la probité et la transparence, cette clarté est une condition essentielle au rétablissement de la confiance. Dans la fonction publique, nous limiterons à cinq ans la durée de mise en disponibilité ou de détachement des fonctionnaires dans des entreprises à caractère commercial.</p>	<p>Proposition absente</p>	<p>Proposition absente</p>

DL	BH	EM	FF	MLP
<p>Les salariés du privé et les fonctionnaires : Faire du statut de contractuel la norme dans le recrutement des agents publics par l'Etat et par les collectivités territoriales en limitant le statut de fonctionnaire ("agent titulaire") aux missions régaliennes de l'Etat (Justice, Intérieur, Défense, Affaires étrangères et Grands Corps). Toute titularisation devra nécessairement être fondée sur la réussite d'un concours administratif.</p>	<p>Défendre le statut de la fonction publique</p>	<p>Nous développerons le recrutement sur contrat dans les fonctions non-régaliennes, afin de permettre au service public d'attirer des professionnels d'expérience en fonction des besoins.</p>	<p>Simplifier et élargir pour les administrations le recrutement des contractuels de droit public, afin d'en faire un outil complémentaire au statut.</p>	<p>Préserver le statut de la fonction publique</p>

DL	BH	EM	FF	MLP
Dans l'éducation : Mettre en place une étude obligatoire avec un service public de l'aide au devoir sur tout le territoire	Mettre en place un grand service public d'aide aux devoirs	Nous proposerons à tous un accompagnement après la classe	Laisser chaque établissement choisir son dispositif d'accompagnement des élèves (programmes d'aides, travaux interdisciplinaires). Donner des outils d'autoévaluation et évaluer régulièrement les établissements	Proposition absente
Dans l'éducation : Mettre en place une incitation financière auprès des professeurs à enseigner dans les écoles en difficulté	Proposition absente	Nous reconnaitrons mieux l'engagement et la contribution des enseignants exerçant en REP+ (zones prioritaires).	Revaloriser les traitements des enseignants, en maîtrisant les effectifs et en développant une part « mérite » dans la rémunération, et accroître les possibilités de promotion accélérée pour les professeurs enseignant une seconde discipline ou leur discipline en langue étrangère ou acceptant d'enseigner dans des établissements difficiles	Proposition absente
Dans l'éducation : Rendre la liberté aux parents de choisir librement l'école de leurs enfants par l'instauration d'un « chèque éducation »	Proposition absente	Proposition absente	Proposition absente	Proposition absente

<p>qui inciterait les établissements à accroître leur performance pédagogique</p>				
<p>Dans l'éducation : Mettre en place la progressivité des droits d'inscription dans les universités et les écoles (en fonction des revenus et de la composition du foyer) et rendre possible l'augmentation du plafond des droits d'entrées pour les universités</p>	<p>Proposition absente</p>	<p>Nous permettrons aux universités et aux grandes écoles de diversifier leurs sources de financement.</p>	<p>Proposition absente</p>	<p>Proposition absente</p>

DL	BH	EM	FF	MLP
<p>Dans l'éducation : Favoriser la création de nouveaux programmes de formation (data scientist, CIO) dans les écoles et les universités</p>	Proposition absente	<p>Nous renforcerons l'individualisation des apprentissages en développant des supports numériques et des applications adaptées pour faire évoluer les pratiques pédagogiques ; les enseignants seront formés à cette fin.</p>	<p>Assurer un accès universel à l'enseignement et à la formation au numérique.</p>	Proposition absente
<p>Entre les territoires : Développer du très haut débit</p>	<p>Je lutterai contre les zones blanches, et j'investirai dans le très haut débit fixe et mobile pour garantir une égalité effective à tous les citoyens. À cet effet, je créerai un droit à la connexion haut débit +</p>	<p>Nous couvrirons en très haut débit l'ensemble du territoire. Ce sera fait d'ici la fin du quinquennat, pour ne laisser aucun territoire à la traîne dans la transition numérique.</p>	<p>Accélérer le déploiement du Très Haut Débit fixe et mobile d'ici à 2022 en refinançant le Plan France Très Haut Débit, en le réorganisant et en initiant un "Plan 5G".</p>	<p>Soutenir l'effort d'investissement en infrastructures, en particulier dans la ruralité (très haut débit, couverture téléphonique, routes...)</p>
<p>Entre les territoires : Lutter contre les déserts médicaux (maisons de santé, esanté, services d'urgence)</p>	<p>Je décréterai l'urgence contre les déserts médicaux. Objectif : 1500 maisons de santé. Un soutien financier et logistique sera apporté aux médecins qui s'installent dans les zones sous-dotées. Dans les territoires en pénurie, l'État implantera des médecins salariés</p>	<p>Nous nous battons contre les déserts médicaux qui touchent de nombreuses zones rurales, périurbaines, des villes et des hôpitaux. Des maisons pluridisciplinaires de santé, pour éviter les déserts médicaux</p>	<p>Combattre les déserts médicaux et réduire les temps d'attente aux urgences en développant les maisons médicales et les structures d'urgences pour les premiers soins. Laisser une grande liberté d'organisation aux professionnels de santé pour créer les structures les plus adaptées</p>	<p>Lutter contre les déserts médicaux en instaurant un stage d'internat dans les zones concernées, en permettant aux médecins retraités d'y exercer avec des déductions de charges et en y développant les maisons de santé.</p>

DL	BH	EM	FF	MLP
<p>Entre les territoires : Favoriser le partage des données (« open data ») tout en garantissant une protection des informations personnelles (« self data »)</p>	<p>Encadrer la gestion des données personnelles favoriser la transparence des administrations en donnant « un large accès » aux « citoyens, chercheurs et journalistes » en matière de données publiques</p>	<p>Proposition absente</p>	<p>Favoriser l'open data</p>	<p>Proposition absente</p>
<p>Dans la pratique des cultes : Interdire le financement des lieux de culte issu de pays étrangers</p>	<p>Proposition absente</p>	<p>Proposition absente</p>	<p>Créer un statut de Fondation à objet religieux pour que les dons et legs de personnes privées puissent être recueillis en toute transparence et contribuer à un meilleur financement du culte, notamment musulman (construction d'édifices, formation des ministres du culte). Il est indispensable de mettre fin, lorsqu'ils existent, aux financements étrangers des cultes et en particulier au système dit des « imams détachés ». Conformément aux principes de la loi de 1905, l'implantation des aumôniers dans les hôpitaux, les prisons et les écoles sera consolidée.</p>	<p>Fermer toutes les mosquées extrémistes recensées par le ministère de l'Intérieur et interdire le financement étranger des lieux de culte et de leur personnel. Interdire tout financement public (État, collectivités territoriales...) des lieux de culte et des activités cultuelles.</p>

DL	BH	EM	FF	MLP
<p>Dans la pratique des cultes : Instaurer un contrôle des prêches et s'assurer qu'ils sont délivrés en français</p>	<p>Proposition absente</p>	<p>Nous formerons des imams sur le sol français et de façon adaptée aux valeurs de la République.</p> <p>Nous combattons les dérives de l'islam identitaire et nous préviendrons la radicalisation.</p> <p>Nous combattons l'idéologie djihadiste :</p> <p>Fermeture des lieux de culte qui promeuvent une propagande djihadiste.</p> <p>Dissolution des associations concernées.</p>	<p>Permettre aux préfets, au-delà de la fin de l'état d'urgence, d'ordonner une fermeture des lieux de culte lorsque leur activité est de nature à porter une atteinte grave à l'ordre public et à la sécurité intérieure et modifier, si nécessaire, le régime juridique de dissolution des associations et des groupements, qui remonte à 1936, pour permettre la dissolution d'associations prônant le djihad. Je mobiliserai chaque fois que nécessaire les articles de la loi de 1905 sanctionnant l'appel à provocation contre les principes et lois de la République.</p>	<p>Fermer toutes les mosquées extrémistes recensées par le ministère de l'Intérieur</p>
<p>Dans la représentation politique : Instaurer le mandat unique du Président de la République et restaurer le septennat</p>	<p>Cette nouvelle constitution établira un système électoral législatif à la proportionnelle, permettant dans le même temps des majorités claires. Elle instaurera un septennat présidentiel non-renouvelable</p>	<p>Proposition absente</p>	<p>Proposition absente (s'est prononcé pour un mandat unique le concernant)</p>	<p>Proposition absente</p>

DL	BH	EM	FF	MLP
Dans la représentation politique : Autoriser le cumul des mandats entre maire et parlementaire pour toute commune de moins de 75.000 hab.	Proposition absente	Proposition absente	Proposition absente	Proposition absente
Dans la représentation politique : non cumul des mandats exécutifs dans le temps (pas plus de 2 mandats consécutifs dans le même exécutif sauf pour les maires)	Proposition absente	Nous instaurerons le non-cumul des mandats dans le temps. On ne pourra exercer plus de trois mandats identiques successifs.	« Je suis contre la limitation des mandats dans le temps »	Proposition absente
Dans la représentation politique : Réduire le nombre de parlementaires	Proposition absente	Nous réduirons d'environ un tiers le nombre de députés et de sénateurs. Ils disposeront de moyens supplémentaires pour faire leur travail. Nous demanderons aux parlementaires de mettre en place des dispositifs innovants d'évaluation du travail parlementaire et législatif (jurys citoyens, compte-rendus de mandat via les réseaux sociaux...).	Proposer aux Français par référendum, une réduction du nombre de parlementaires, à environ 400 députés et 200 sénateurs afin de donner à ceux-ci les moyens nécessaires pour exercer leur fonction.	Abaissier le nombre de députés à 300 (contre 577 aujourd'hui) et le nombre de sénateurs à 200 (contre 348 aujourd'hui).

DL	BH	EM	FF	MLP
<p>Dans la représentation politique : Favoriser les mesures d'aménagement de carrières pour inciter les salariés d'entreprises privées à s'engager dans la vie publique avec retour possible (exemple de Michelin, St Gobain...)</p>	Proposition absente	Proposition absente	Proposition absente	Proposition absente
<p>Dans la représentation politique : Imposer à tout nouvel élu la démission de la fonction publique</p>	Proposition absente	Proposition absente	Imposer aux fonctionnaires élus parlementaires qu'ils démissionnent de la fonction publique.	Proposition absente

DL	BH	EM	FF	MLP
<p>Dans la représentation politique : Assumer de mieux rémunérer les élus exécutifs locaux et interdire le cumul avec toute autre activité publique ou privée durant l'exécution d'un mandat exécutif significatif évitant des suspicions et/ou des conflits d'intérêts</p>	<p>Pour prévenir les conflits d'intérêts, j'obligerai tout candidat à une élection à publier la liste de ses grands donateurs.</p>	<p>L'interdiction pour les parlementaires d'exercer des activités de conseil parallèlement à leur mandat, pour mettre fin aux conflits d'intérêt.</p>	<p>Proposition absente</p>	<p>Proposition absente</p>
<p>Dans la représentation politique : Instaurer un quota de 25% d'investitures à des individus issus de la société civile n'ayant jamais exercé de mandat électif</p>	<p>Proposition absente</p>	<p>50% de personnes issues de la société civile</p>	<p>Proposition absente</p>	<p>Proposition absente</p>

DL	BH	EM	FF	MLP
<p>En luttant contre les fraudes : Mettre en place une police financière pour combattre la fraude fiscale, la fraude aux aides sociales, la fraude à l'URSSAF et les paradis fiscaux</p>	<p>Pour protéger la Sécurité sociale, je renforcerai la lutte contre la fraude aux cotisations, le travail dissimulé et les dépenses injustifiées.</p>	<p>Nous alourdirons les sanctions contre la fraude fiscale. La lutte contre la fraude aux prestations sociales sera amplifiée. Une fraude grave entraînera, en plus du remboursement, la suspension de la prestation. Nous défendrons, au niveau européen, une taxe sur le chiffre d'affaires réalisé dans nos pays pour des prestations de service électronique. Cela éliminera ainsi les montages consistant à rapatrier les profits dans des paradis fiscaux.</p>	<p>Ramener l'assurance maladie à l'équilibre d'ici à 2022 en faisant 20 Mds€ d'économies en 5 ans, en luttant contre toutes les sources de « non-qualité » du système de santé : soins redondants ou inutiles, non-observance des prescriptions, maintien en activité d'établissement de faible qualité, mauvaise coordination des soins, recours excessif à l'hôpital, prévention insuffisante, fraudes et abus, bureaucratie excessive.</p>	<p>Remettre de l'ordre dans nos finances publiques par la fin des mauvaises dépenses publiques (notamment celles liées à l'immigration et à l'Union européenne) et par la lutte contre la fraude sociale et fiscale.</p> <p>Lutter efficacement contre l'évasion fiscale pour préserver notre modèle social en s'attaquant aux paradis fiscaux et en créant une taxe sur l'activité réalisée en France par les grands groupes et les profits qui auraient été détournés. Continuer la coopération fiscale internationale dans ce but.</p>
<p>Dans la protection du secret professionnel : Renforcer la protection du secret professionnel entre un avocat et son client</p>	<p>Proposition absente</p>	<p>Proposition absente</p>	<p>Proposition absente</p>	<p>Proposition absente</p>

DEVELOPPER LA SOLIDARITE

DL	BH	EM	FF	MLP
<p>Reconnaitre les tâches effectuées au service des autres :</p> <p>Valoriser les compétences acquises et intégrer dans les droits à la retraite l'activité d'aidant à domicile d'un proche (ex : Alzheimer ou autre maladie légitimant une assistance, personne âgée, enfants...)</p>	Proposition absente	Proposition absente	<p>Valider le congé de proche aidant pour les droits à retraite, favoriser la mobilisation du compte épargne-temps pour un congé pour aidant et permettre les dons de jours entre salariés pour les aidants de personnes dépendantes.</p>	Proposition absente
<p>Instaurer le don des trimestres au conjoint pour les droits à la retraite</p>	<p>Nous permettrons des transferts de trimestres validés entre conjoints pour favoriser les retraites à taux-plein.</p>	Proposition absente	Proposition absente	Proposition absente
<p>Permettre à chacun d'avoir une vie personnelle et familiale : Instaurer un véritable droit à la déconnexion</p>	<p>Conforter le droit à la déconnexion.</p>	Proposition absente	Proposition absente	Proposition absente

DL	BH	EM	FF	MLP
Permettre à chacun d'avoir une vie personnelle et familiale : Veiller au respect de l'égalité salariale H-F	Pour réduire les inégalités salariales entre les femmes et les hommes, je renforcerai le contrôle et les sanctions contre les entreprises qui ne respectent pas leurs obligations en matière d'égalité, et publierai la liste des entreprises concernées.	Nous publierons les noms des entreprises qui ne respectent pas l'égalité salariale entre les femmes et les hommes. Nous testerons au hasard, et massivement, les entreprises pour vérifier qu'elles respectent bien la loi en la matière.	Proposition absente	Mettre en place un plan national pour l'égalité salariale femme/homme et lutter contre la précarité professionnelle et sociale.
Permettre à chacun d'avoir une vie personnelle et familiale : Optimiser l'équilibre vie professionnelle, vie privée pour les Femmes et les Hommes via des aménagements souples (incitation à éviter les réunions après 18h, développement du télétravail...) dans le cadre des accords d'entreprise et garantir le libre choix du mode de garde des enfants	Proposition absente	Proposition absente	Proposition absente	Proposition absente

DL	BH	EM	FF	MLP
<p align="center">Respecter notre Environnement : Favoriser l'autoconsommation et les circuits-courts</p>	<p>Au moins 50 % de repas bio ou issus des circuits courts seront servis dans la restauration collective. J'appliquerai un taux de TVA réduit aux produits bio et j'aiderai à la structuration des filières de production biologique et équitable.</p>	<p>D'ici 2022, 50% des produits proposés par les cantines scolaires et les restaurants d'entreprise devront être bios, écologiques ou issus de circuits courts.</p>	<p>Accélérer le développement des circuits-courts afin de réduire l'empreinte carbone des produits consommés tout en permettant aux petits producteurs locaux d'atteindre un niveau de revenus décent.</p>	<p>Développer les circuits courts de la production à la consommation, en réorganisant les filières.</p>
<p align="center">Respecter notre environnement : Faire du principe du pollueur-payeur une réalité à travers l'instauration d'une taxe carbone intelligente à tous les niveaux. Les entreprises seraient libres de recourir aux moyens de production qu'elles souhaitent, tant qu'elles assument les conséquences de leurs actes</p>	<p>Pour une fiscalité plus verte, je modulerai la TVA en fonction de l'empreinte environnementale, je plafonnerai puis supprimerai progressivement les niches fiscales anti-environnementales en commençant par la fiscalité du diesel, en mettant en place une taxe carbone. Les ressources correspondantes seront rendues aux ménages et aux territoires.</p>	<p align="center">Proposition absente</p>	<p align="center">Eliminer les énergies fossiles de la production d'électricité. Avec un prix plancher de la tonne de carbone de 30 euros.</p>	<p align="center">Proposition absente</p>

DL	BH	EM	FF	MLP
<p>Respecter notre environnement : Réévaluer les grands projets d'infrastructures au prisme de leur coût écologique et s'engager en priorité vers des mobilités vertes</p>	<p>Pour développer les nouvelles mobilités, j'offrirai des alternatives à la voiture individuelle.</p> <p>Je donnerai la priorité à la rénovation et au développement du ferroviaire. Je confierai la gestion de l'écotaxe aux Régions. Je m'opposerai au niveau européen au 4e paquet ferroviaire qui entend intensifier la concurrence. Je refuserai la privatisation des aéroports régionaux.</p>	<p>Nous lancerons un grand plan de rénovation des bâtiments publics, de l'Etat et des collectivités locales pour 4 milliards d'euros.</p> <p>Nous accompagnerons les Français dans leur mobilité individuelle.</p> <p>Nous accélérerons le déploiement des véhicules électriques en maintenant le bonus-malus à l'achat et en accélérant le déploiement des bornes de recharge.</p> <p>Nous créerons dans le cadre du plan d'investissement une prime exceptionnelle de 1000 euros pour permettre à tous ceux dont les véhicules ont été fabriqués avant 2001 d'acheter des voitures plus écologiques, qu'elles soient neuves ou d'occasion.</p>	<p>Donner la priorité à la remise à niveau et à la modernisation du réseau ferroviaire très dégradé et améliorer ainsi la vie de millions d'usagers.</p> <p>Poursuivre l'équipement des villes en transports urbains et préserver pour cela le versement transport.</p>	<p>Proposition absente</p>
<p>Respecter notre environnement : Sauvegarder la biodiversité et agir pour prévenir l'érosion de la biodiversité en zone urbaine, lutter contre la maltraitance</p>	<p>Initiative internationale avec la création d'un office mondial des biens communs chargé de leur définir un statut juridique international : air, eaux, espace et biodiversité, Protection des Océans</p> <p>Faire de la protection animale une cause nationale</p> <p>Améliorer le bien-être des animaux d'élevage et renforcer le contrôle des abattoirs.</p>	<p>Nous mobiliserons les chefs d'Etat et les entreprises, afin de créer une dynamique et une prise de conscience de même ampleur que celle engagée sur la question climatique, grâce à une conférence mondiale. On localisera dans les outre-mer l'Agence française pour la biodiversité.</p>	<p>Faire évoluer notre conception de la biodiversité ajoutant à la protection de ce que l'on peut appeler la biodiversité extraordinaire (sites exceptionnels et espèces menacées), la préservation de la biodiversité ordinaire, celle que l'on détruit sans y prendre garde.</p>	<p>Proposition absente</p>

animale, encourager la nidification des oiseaux, la pollinisation des abeilles ou encore la replantation des haies				
Penser d'abord à l'intérêt des enfants : Faire de l'adoption une grande cause nationale en réduisant les contraintes administratives et les délais d'adoption dans les cas d'enfants maltraités (viol, prostitution, mendicité) ou de parents en situation d'incapacité	Proposition absente	Proposition absente	Proposition absente	Proposition absente
Penser d'abord à l'intérêt des enfants : Favoriser l'adoption plénière pour tous sans distinction	Favorable à l'adoption plénière par deux personnes de même sexe	Favorable à l'adoption plénière par deux personnes de même sexe	L'adoption plénière sera réservée aux couples de sexe différent, la filiation n'ayant de sens qu'à l'égard d'un homme et d'une femme	Opposée à l'adoption par les couples homosexuels